

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.240/2
DU 18 AVRIL 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 11 avril 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal « relatif à la Centrale des crédits aux entreprises », a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par le fait

- que l'actuelle Centrale des crédits aux entreprises, tel que réglée par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, ne suffit plus pour, entre autre, tenant compte de l'évolution des activités de crédit, fournir toutes les informations qui sont nécessaires à une bonne évaluation, d'une part par les institutions financières des risques encourus dans leur activité d'octroi de crédits, d'autre part par les autorités de supervision du risque supporté par le secteur financier ;

- que le projet de loi relatif à la Centrale des crédits aux entreprises, tels qu'adopté par la Chambre des Représentants le 15 décembre 2011, réforme le cadre légal actuel pour aussi adapter la centralisation des données de crédit aux besoins modifiés ;

- que le projet de loi susmentionné a confié au pouvoir exécutif, il est vrai, le pouvoir de fixer la date d'entrée en vigueur de la loi relative à la Centrale des crédits aux entreprises, mais en même temps, à fixer le 1^{er} mai 2012 comme date limite d'entrée en vigueur ;

- qu'il est indispensable qu'au moment de l'entrée en vigueur de la loi relative à la Centrale des crédits aux entreprises, ses nécessaires dispositions exécutives, tels que fixées par l'arrêté royal, entrent en vigueur ;

- que le présent arrêté royal doit ainsi entrer en vigueur le 1^{er} mai 2012, d'autant plus qu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative à la Centrale de crédits aux entreprises, le cadre légal actuel tel que fixé par la loi susmentionnée du 22 mars 1993 est abrogé, et que par une entrée en vigueur concomitante du présent arrêté est évitée une interruption dans la disponibilité des données nécessaires en matière de crédits et de défauts de paiement qui sont essentielles aussi bien pour les autorités de surveillance que pour le secteur financier ».

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Invitée à préciser s'il avait été procédé à l'examen préalable de la nécessité de réaliser une étude d'incidences conformément aux articles 19/1 à 19/3 de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', insérés par la loi du 30 juillet 2010 avec effet au 1^{er} octobre 2011, la déléguée du ministre a répondu par la négative.

Il convient de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable ¹.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Alinéa 1^{er}

L'alinéa 1^{er} sera complété par l'indication des dispositions de la loi du 4 mars 2012 'relative à la Centrale des crédits aux entreprises' qui procurent un fondement juridique au projet ². À la fin de l'alinéa 1^{er}, seront donc ajoutés les mots « , les articles 4, 11, 12 et 25 ».

Alinéa 6

La date de l'avis de l'Association Belge de Leasing, cité à l'alinéa 6, deuxième tiret, du préambule, est le 6 mars 2012 et non le 9 mars 2012 comme indiqué dans le projet.

Alinéa 7

Dans un alinéa 7 nouveau (à ajouter), il sera fait état de ce que la nécessité de soumettre l'arrêté projeté à une évaluation des incidences, conformément à la loi du 5 mai 1997, précitée, a été examinée, et que, en suite de cet examen, soit il a été procédé à une évaluation des incidences, soit il a été estimé qu'une évaluation des incidences ne s'imposait pas en l'espèce.

¹ Voir aussi, ci-après la dernière observation relative au préambule.

² *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, onglet « Technique législative », www.raadvst-consetat.be, recommandation n° 23.

DISPOSITIF

Article 2

1. L'attention de la déléguée du ministre a été attirée sur ce que la directive 89/647/CEE du Conseil des Communautés européennes du 18 décembre 1989, mentionnée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o, *in fine*, du projet, a été abrogée par la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000.

La déléguée du ministre a convenu du bien-fondé de cette observation et a indiqué que l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o, *in fine*, du projet serait remplacé par ce qui suit :

« et une banque multilatérale de développement telle que définie à l'article premier, point 19, de la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 ».

2. Il n'y a pas lieu de mentionner, à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o, la Banque centrale européenne, celle-ci étant une institution de l'Union européenne au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o ³.

À l'article 2, alinéa 1^{er}, le 4^o sera donc omis et le 5^o devient le 4^o.

Article 3

1. Interrogée sur la portée des mots « situation juridique » figurant à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, f), et 2^o, h), la déléguée du ministre a répondu :

« La 'situation juridique' est déterminée et communiquée par la Banque carrefour des entreprises sur base des événements juridiques survenant dans la vie des entreprises. Ceux-ci peuvent influencer l'existence légale des entreprises (fusion, scission, prolongation, dissolution, cessation d'activité en personne physique, ...) ou ont un impact sur la compréhension que les tiers (y compris la Banque nationale) peuvent avoir de la situation financière de l'entreprise (faillite, clôture de faillite, ...) ».

Ces explications méritent de figurer dans le rapport au Roi.

2. Invitée à expliquer la notion de « probabilité » figurant à l'article 3, § 2, 4^o, du projet, la déléguée du ministre a répondu qu'il s'agissait d'un « pourcentage reflétant l'estimation faite par l'institution tenue à déclaration ».

Il est suggéré de clarifier l'article 3, § 2, 4^o, du projet, en insérant après les mots « la probabilité », les mots « , exprimée en pourcentage, ».

³ Voir article 13, paragraphe 1, du Traité sur l'Union européenne.

3. Dans la version française, il convient d'écrire, comme dans la version néerlandaise, « dans le cas » et non « dans l'éventualité ».

Article 4

Il conviendrait que le rapport au Roi explique les différences qu'il propose quant aux catégories de données que chacune des institutions concernées doit communiquer à la Centrale.

Article 8

À l'article 8, mieux vaut omettre les mots « par les institutions tenues à déclaration », afin de ne pas susciter l'impression que sont ainsi écartés les autres cas de communication visés à l'article 11, § 1^{er}, 2^o à 4^o, de la loi du 4 mars 2012 précitée. La déléguée du ministre a admis que l'intention n'était pas d'écarter ces autres cas de communication.

Article 10

À l'article 10, les mots « tel que modifié par l'arrêté royal du 15 janvier 1999 modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 1994 relatif à la centralisation des informations relatives aux risques de crédit en ce qui concerne la participation des entreprises d'assurances » seront remplacés par les mots « modifié par l'arrêté royal du 15 janvier 1999 »⁴.

Article 11

L'article 11 sera rédigé comme suit :

« Entrent en vigueur le 1^{er} mai 2012 :

1^o la loi du 4 mars 2012 relative à la Centrale des crédits aux entreprises ;

2^o le présent arrêté »⁵.

⁴ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, onglet « Technique législative », www.raadvst-consetat.be, formule F 4-3-2.

⁵ *Ibid.*, formule F 4-5-3.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	Y. DE CORDT,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.240/2
VAN 18 APRIL 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 11 april 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “betreffende de Centrale voor Kredieten aan Ondernemingen”, heeft het volgende advies gegeven:

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De brief met de adviesaanvraag luidt als volgt:

“L'urgence est motivée par le fait

- que l'actuelle Centrale des crédits aux entreprises, telle que réglée par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, ne suffit plus pour, entre autre, tenant compte de l'évolution des activités de crédit, fournir toutes les informations qui sont nécessaires à une bonne évaluation, d'une part par les institutions financières des risques encourus dans leur activité d'octroi de crédits, d'autre part par les autorités de supervision du risque supporté par le secteur financier;

- que le projet de loi relatif à la Centrale des crédits aux entreprises, tel qu'adopté par la Chambre des Représentants le 15 décembre 2011, réforme le cadre légal actuel pour aussi adapter la centralisation des données de crédit aux besoins modifiés;

- que le projet de loi susmentionné a confié au pouvoir exécutif, il est vrai, le pouvoir de fixer la date d'entrée en vigueur de la loi relative à la Centrale des crédits aux entreprises, mais en même temps, à fixer le 1^{er} mai 2012 comme date limite d'entrée en vigueur;

- qu'il est indispensable qu'au moment de l'entrée en vigueur de la loi relative à la Centrale des crédits aux entreprises, ses nécessaires dispositions exécutives, telles que fixées par l'arrêté royal, entrent aussi en vigueur ;

- que le présent arrêté royal doit ainsi entrer en vigueur le 1^{er} mai 2012, d'autant plus qu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative à la Centrale de crédits aux entreprises, le cadre légal actuel tel que fixé par la loi susmentionnée du 22 mars 1993 est abrogé, et que par une entrée en vigueur concomitante du présent arrêté royal est évitée une interruption dans la disponibilité des données nécessaires en matière de crédits et de défauts de paiement qui sont essentielles aussi bien pour les autorités de surveillance que pour le secteur financier”.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

De gemachtigde van de minister heeft ontkennend geantwoord op de vraag of er een voorafgaand onderzoek is gevoerd met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren overeenkomstig de artikelen 19/1 tot 19/3 van de wet van 5 mei 1997 'betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling', ingevoegd bij de wet van 30 juli 2010 met uitwerking op 1 oktober 2011.

Er dient te worden op toegezien dat dit voorafgaand vormvereiste volledig wordt vervuld¹.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

Eerste lid

Het eerste lid dient te worden aangevuld met de opgaaf van de bepalingen van de wet van 4 maart 2012 'betreffende de Centrale voor Kredieten aan Ondernemingen' die een rechtsgrond opleveren voor het ontwerp². Aan het einde van het eerste lid moeten derhalve de woorden „, artikelen 4, 11, 12 en 25” worden toegevoegd.

Zesde lid

De datum van het advies van de Belgische Leasingvereniging, vermeld in het zesde lid, tweede streepje, van de aanhef, is 6 maart 2012 en niet 9 maart 2012 zoals in het ontwerp is aangegeven.

¹ Zie ook infra, de laatste opmerking over de aanhef.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling 23.

Zevende lid

In een nieuw, toe te voegen zevende lid moet worden vermeld dat de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren van het ontworpen besluit is onderzocht, overeenkomstig de voornoemde wet van 5 mei 1997, en dat ten gevolge van dit onderzoek hetzij een effectbeoordeling is uitgevoerd, hetzij geoordeeld is dat een effectbeoordeling *in casu* niet noodzakelijk is.

DISPOSITIEFArtikel 2

1. De gemachtigde van de minister is erop gewezen dat richtlijn 89/647/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 18 december 1989, vermeld in artikel 2, eerste lid, 3°, *in fine*, van het ontwerp, opgeheven is bij richtlijn 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 maart 2000.

De gemachtigde van de minister heeft toegegeven dat deze opmerking gegrond is en heeft aangegeven dat artikel 2, eerste lid, 3°, *in fine*, van het ontwerp vervangen zou worden door de volgende woorden:

“en een multilaterale ontwikkelingsbank als bepaald bij artikel 1, punt 19, van richtlijn 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 maart 2000”.

2. Het is onnodig dat in artikel 2, eerste lid, 4°, de Europese Centrale Bank wordt vermeld, aangezien die een instelling is van de Europese Unie in de zin van artikel 2, eerste lid, 3°³.

In artikel 2, eerste lid, moet punt 4° dan ook worden weggelaten en wordt punt 5° punt 4°.

Artikel 3

1. Op een vraag betreffende de strekking van het woord “rechtstoestand” in artikel 3, § 1, 1°, f), en 2°, h), heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“La ‘situation juridique’ est déterminée et communiquée par la Banque carrefour des entreprises sur base des événements juridiques survenant dans la vie des entreprises. Ceux-ci peuvent influencer l’existence légale des entreprises (fusion,

³ Zie artikel 13, lid 1, van het Verdrag betreffende de Europese Unie.

scission, prolongation, dissolution, cessation d'activité en personne physique, ...) ou ont un impact sur la compréhension que les tiers (y compris la Banque nationale) peuvent avoir de la situation financière de l'entreprise (faillite, clôture de faillite, ...)".

Deze toelichting zou moeten worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

2. Naar aanleiding van een vraag om het begrip "probabiliteit" in artikel 3, § 2, 4°, van het ontwerp uit te leggen, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het een "pourcentage reflétant l'estimation faite par l'institution tenue à déclaration" betreft.

Er wordt in overweging gegeven artikel 3, § 2, 4°, van het ontwerp duidelijker te maken door de woorden " , uitgedrukt in percentage, " in te voegen na de woorden "de probabiliteit".

3. In de Franse versie schrijft men, overeenkomstig de Nederlandse versie, "dans le cas" in plaats van "dans l'éventualité".

Artikel 4

In het verslag aan de Koning zouden de verschillen moeten worden verklaard die worden voorgesteld betreffende de categorieën van gegevens die elke betrokken instelling aan de Centrale moet meedelen.

Artikel 8

In artikel 8 zouden de woorden "door meldingsplichtige instellingen" beter worden weggelaten opdat niet de indruk wordt gewekt dat aldus de andere gevallen van mededeling, bedoeld in artikel 11, § 1, 2° tot 4°, van de voornoemde wet van 4 maart 2012, worden uitgesloten. De gemachtigde van de minister heeft erkend dat het niet de bedoeling was deze andere gevallen van mededeling uit te sluiten.

Artikel 10

In artikel 10 moeten de woorden "zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 15 januari 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 1994 betreffende de centralisatie van kredietrisicogegevens met betrekking tot de deelname van de

verzekeringsondernemingen” worden vervangen door de woorden “gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 januari 1999”⁴.

Artikel 11

Artikel 11 moet als volgt luiden:

“Treden in werking op 1 mei 2012:

1° de wet van 4 maart 2012 betreffende de Centrale voor Kredieten aan Ondernemingen;

2° dit besluit”⁵.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", formule F 4-3-2.

⁵ *Ibid.*, formule F 4-5-3.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	Y. DE CORDT,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS